
Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **généraux**
de l'opposition adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Condition féminine

Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **généraux**
de l'opposition adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Condition féminine

Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
1.	La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.
2.	L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site Internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;- les coûts reliés aux photos officielles et tout autre coût le cas échéant.
3.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission;- les personnes rencontrées;- le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;- la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;- les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;- la copie des rapports de mission;- les investissements annoncés, le cas échéant.
4.	Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes : <ul style="list-style-type: none">- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;- les coûts ventilés;- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
5.	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : <ul style="list-style-type: none">- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;- le nom des firmes de publicité retenues;- le nom des fournisseurs;- le mode d'octroi de chaque contrat;- le but visé par chaque dépense;- pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
6.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <ul style="list-style-type: none">- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;- le but visé par chaque dépense;- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments, la date, le mode d'octroi;- le nombre d'événements ventilé par type d'événement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
7.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisées par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;- le but visé par chaque dépense. <p><u>Organisées par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;- le nom de la ou des firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs;- le but visé par chaque dépense.
8.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le détail des travaux ou services effectués (but visé);- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;- l'échéancier;- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
9.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre d'autorisations;- le nom du professionnel ou de la firme touché;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le montant accordé;- les motifs de la demande;- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>
12.	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- l'échéancier initial (et revu, s'il y a lieu);- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;- les plus récentes estimations du coût du projet;- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"> - projet; - les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.
13.	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - le mobilier de bureau; - l'ameublement; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec; - les distributeurs d'eau de source; - location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles; - location et entretien de la machine à café; - location ou achat d'encadrement.
14.	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés; - le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres); - le nombre de téléavertisseurs utilisés; - les coûts d'acquisition des appareils; - le coût d'utilisation des appareils; - le nom des fournisseurs; - le coût des contrats téléphoniques; - le nombre de minutes utilisées; - les coûts de résiliation; - les ordinateurs portables.
15.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), 35 ans et plus; b. le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), 35 ans et moins; c. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d. le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée; e. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; f. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g. le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée; h. le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; <p>le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	réseaux de la santé ou de l'éducation;
	i. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
	j. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
	k. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
	l. le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);
	m. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
16.	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : a. nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et les indemnités de retraites qui seront versées; b. nombre de remplacements effectué en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c. nombre de départs à la retraite prévu pour 2013-2014 et 2014-2015 et les indemnités de retraites qui seront versées; d. nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagé pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : - l'emplacement de la location; - le coût de la location; - le coût de location au mètre carré; - la superficie totale pour chaque local; - la superficie totale réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le propriétaire de l'espace loué; - la durée du bail; - les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2012; - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2012 à ce jour.
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la prime de départ versée, le cas échéant; - le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; - la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1 ^{er} avril 2012; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
20.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concerné; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
21.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de mise en disponibilité; - les prévisions pour 2013-2014.
22.	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.</p>
23.	<p>Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.</p>
24.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
26.	<p>Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres; - les billets de saison, les loges; - aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.; - sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.).
27.	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du site Web; - le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; - les coûts de construction du site; - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); - la fréquence moyenne de mise à jour.
28.	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none">- la liste;- les mandats;- les contrats octroyés pour chaque mandat;- le résultat du travail effectué;- les échéances prévues;- les sommes impliquées.
29.	Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;- le nombre total de demandes reçues;- le nombre total de demandes rejetées;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : <ul style="list-style-type: none">- le coût (déplacements, etc.);- le nombre de ressources affectées;- le nombre de rencontres;- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32.	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
33.	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.
34.	Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.
35.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.
36.	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37.	Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- la nature de l'entente;- les sommes associées;- la ou les dates de versement;- la façon dont ces sommes sont dépensées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
38.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant total des primes au rendement et des bonis.
39.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
40.	<p>Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne. - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013, en indiquant pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le détail des travaux ou services effectués (but visé); - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; - l'échéancier; - le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
42.	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la ou les dates des travaux; - les coûts; - le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
43.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la masse salariale.
44.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le taux d'absentéisme.
45.	<p>Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.</p>
46.	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la retraite; - la démission;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none">- la révocation pour incompétence;- la révocation pour incapacité;- la fin d'emploi;- le décès;- la mise à pied;- la destitution;- toute autre raison.
47.	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 1

Titre :

La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

Exposé :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 2

Titre :

L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :

- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage logo, site Internet, pancarte, courrier, enveloppes, en têtes, cartes d'affaires etc.);
- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;
- les coûts reliés aux photos officielles; et
- tout autre coût le cas échéant

Exposé :

Sommes dépensées	But visé	Fournisseur
650,00 \$	Mise à jour de la galerie photos des ministres	Marie-Dominique Bédard
60,00 \$	Mise à jour de la galerie photos des ministres	Louise Leblanc

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 3

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;
- les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;
- la copie des rapports de mission;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé :

Les informations pour l'année financière 2012-2013 sont fournies aux tableaux ci-joints.

LISTE DES MISSIONS INTERNATIONALES DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2012-10-12 2012-10-19	Rencontres de travail et présentation de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée lors d'une rencontre « Regards croisés » organisée par la Délégation générale du Québec à Paris	Gina Morency SCF	Paris, France	390,23 \$

Note : Les frais sont assumés en majeure partie par le ministère des Relations internationales.

2012-11-23 2012-11-29	Dans le cadre du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti, cette activité de support aux groupes de femmes s'inscrit dans une dynamique de constitution d'une banque de ressources humaines en collaboration avec le Ministère de la Condition féminine et des droits des femmes (MCFDF).	Marcelle Gendreau SCF	Port-au-Prince Haïti	0,00 \$
--------------------------	---	--------------------------	-------------------------	---------

Note : Tous les frais sont assumés par l'École nationale d'administration publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 4

Titre :

Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :

- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé :

Aucun voyage effectué au Québec en avion ou en hélicoptère.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2012
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 5

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom des firmes de publicité retenues;
- le nom des fournisseurs;
- le mode d'octroi de chaque contrat;
- le but visé par chaque dépense;
- pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse

Exposé :

Les informations pour l'année financière 2012-2013 sont fournies en annexe.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2012

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fournisseurs	Objet	Montant
Services professionnels		
France Galarneau	Révision linguistique de l'outil « Les livres et les jouets ont-ils un sexe? »	810 \$
CSPQ	Services de traduction de la brochure en matière de violence conjugale	5 393,20 \$
Anglocom	Révision linguistique de la brochure en matière de violence conjugale	60 \$
Centre d'aide à la famille	Traduction en portugais de la brochure en matière de violence conjugale	250 \$
Traduction Elgue	Traduction en espagnol de 6 brochures en violence conjugale	2 435 \$
Services d'Édition Guy Connolly	Réaliser divers travaux de traduction de texte, du français vers différentes langues dans le dossier sur la violence conjugale.	10 265,50 \$
Matériels promotionnels		
Les Copies de la Capitale	Impression du Plan d'action de l'analyse différenciée selon les sexes	1 895,57 \$
Imprimerie Nicober J.B. Deschamps	Impressions des dépliants sur l'analyse différenciée selon les sexes	750 \$
	Impression d'un dépliant informationnel afin de promouvoir les rapports égalitaires dans le milieu scolaire	714 \$
Carambole	Design graphique et mise en page du dépliant informationnel sur la promotion des rapports égalitaires dans le milieu scolaire	600 \$
Fédération des comités de parents du Québec	Insertion de dépliants publicitaire lors du congrès 2012 de l'Association Professionnelle des Animatrices et animateurs de Vie spirituelle et d'Engagement pour la promotion des rapports égalitaires dans le milieu scolaire	800 \$
APAVECQ	Dépliants publicitaires sur la promotion des rapports égalitaires dans le milieu scolaire	150 \$
Studio Seaborn	DVD sur la promotion des rapports égalitaires dans le milieu scolaire	750 \$
Compo Orléans	Impression du bilan de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	625 \$
Compo Orléans Asystel	Impression d'électrostatiques de la Charte sur la diversité corporelle	995 \$
	Impression d'affiches de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	476,95 \$
Imprimerie Nicober Litho Chic	Impression de signets « Je signe en ligne .com »	590 \$
	Impression de 600 Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (500 français et 100 anglais)	285 \$
K2 Impressions Bleu	Impression du guide « À part égales, à part entière »	4 526 \$
	Transcription sur DVD des campagnes en violence conjugale	217,24 \$
Imprimerie Nicober J.B. Deschamps	Impression du dépliant sur l'analyse différenciée selon les sexes	750 \$
	Impression du dépliant « L'Égalité au cœur des municipalités »	636 \$
Point-par-Point	Modification et impression gros caractère de la brochure « Femmes en situation d'handicap »	400 \$
Internet		
Réseau Internet Québec	Gestion de 7 noms de domaine pour la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	325 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 6

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments, la date, le mode d'octroi;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événement.

Exposé :

Événement	But visé	Fournisseur
Défilé pour la diversité corporelle dans le cadre du Festival Mode et Design	Promouvoir une image saine et diversifiée.	Festival Mode et Design La Manufactures créativité et design
Vernissage concours « L'égalité à l'œuvre »	Le concours « L'égalité à l'œuvre » vise à marier l'art et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.	Ève Cadieux TIERCE Boîtes de services Les Copies de la Capitale Pomerleau traiteur Anglocom Étienne Dionne Tzara Centre de services partagés du Québec Encadrement F. Simard Guillaume D. Cyr Vu Photo
Prix Égalité	Récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.	Productions Richard Aubé Direct Info
Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous?	Permettre aux femmes d'entrevoir la politique municipale non seulement comme un engagement intéressant et accessible, mais aussi comme une voie qui offre un potentiel d'épanouissement personnel et professionnel.	QVC Inscript Denis Parent Corina Bastiani David Bousquet

DÉPENSES TOTALES : 87 023,12 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 7

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense;

Exposé :

Du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012

Sommes dépensées	Fournisseur	But visé
850,00 \$	Richard Thibault Communications inc.	Comment gérer les relations avec les médias.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 8

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'attribution (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats attribués par un ministère, un cabinet ou un organisme en 2012-2013 en indiquant :

- le nom du fournisseur;
- l'objet du contrat;
- le montant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations pour l'année financière 2012-2013 sont fournies aux tableaux ci-joints.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

**Informations de la fiche no RG8
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

**Titre : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'attribution (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2012-2013**

Nom firme ou entreprise	Objet	Montant du contrat
Aldoma	Effectuer le travail technique pour l'équipe de professionnelles responsable des dossiers en agression sexuelle et en violence conjugale; Réaliser le suivi de la gestion documentaire, papier et électronique, se rattachant à ces dossiers; Développer un système d'inventaire pour les documents sous sa responsabilité.	24 490,00 \$
Bertrand, Nathalie	Dispenser la formation « D'égal(e) à égaux, dès la petite enfance » au personnel des services de garde éducatifs à l'enfance en respectant l'ordre d'entrée des demandes faites par les associations régionales et nationales.	22 000,00 \$
Cognitek	Élaboration d'une séance de formation de formateurs sur la valeur de l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.	9 000,00 \$
Copies de la Capitale inc., Les	Impression de 500 exemplaires du Plan d'action de l'analyse différenciée selon les sexes.	1 895,57 \$
Côté, Mélanie	Poursuivre les travaux qui permettront d'assurer la pérennité de la <i>Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée</i> .	10 000,00 \$
Desrochers, Lucie	Coordonner l'ensemble des travaux pour la réalisation d'un sondage auprès des pères, qui sera réalisé par une firme externe; élaborer le questionnaire; suivre l'évolution du sondage.	15 000,00 \$
Dompteurs de souris, Les	Réaliser les corrections d'auteur sur les brochures en matière de violence conjugale en version française, anglaise et espagnole.	3 140,00 \$
Festival mode et design Montréal	Réalisation du Festival Mode et Design à Montréal en proposant le défilé sur la diversité corporelle.	14 742,00 \$
Jérôme-Forget, Monique	Coprésider un comité de travail (alias Table des partenaires influents du monde des affaires) visant à proposer des moyens concrets pour augmenter le nombre de femmes dans la haute direction et les conseils d'administration des	10 000,00 \$
K2 Impressions inc	Réaliser l'impression de 5 000 brochures « A parts égales - A part entière » en français.	4 526,00 \$
Léger Marketing	Réaliser un sondage par Internet auprès du personnel éducatif de l'enseignement primaire et secondaire, de parents d'enfants d'âge préscolaire, (primaire et secondaire) et réaliser des entrevues en profondeur auprès d'intervenants en milieu scolaire.	21 270,00 \$
Parent, Denis	Effectuer les préparatifs du colloque « Mairesse ou conseillère pourquoi pas vous? »	6 400,00 \$
Pontbriand - Joallier - Orfèvre inc.	Trophées pour le Prix Égalité 2013.	22 176,00 \$

QVC-Inscript	Réaliser des travaux de gestion des inscriptions, des dépôts et réservation hôtelières de la deuxième édition du colloque « Mairesse ou conseillère pourquoi pas vous? »	20 000,00 \$
Regroupement des CPE régions de Québec et de Chaudière-Appalaches inc.	Sensibiliser le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance à l'égard des stéréotypes sexuels.	6 500,00 \$
Rousseau, Stéphane	Participer, à titre d'expert-conseil du milieu des affaires, aux travaux de la Table des partenaires influents visant l'atteinte de la parité de représentation sur les conseils d'administration des entreprises privées.	10 000,00 \$
Saint-Pierre, Guy	Coprésider un comité de travail (alias Table des partenaires influents du monde des affaires) visant à proposer des moyens concrets pour augmenter le nombre de femmes dans la haute direction et les conseils d'administration des sociétés cotées en Bourse.	10 000,00 \$
Schneiger, Katrin	Proposer une stratégie d'expérimentation du budget sensible au genre au Québec.	3 000,00 \$
Services d'édition Guy Connolly	Réaliser divers travaux de traduction de texte, du français vers différentes langues, notamment dans le dossier sur la violence conjugale.	24 950,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 9

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé :

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 10 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'attribution (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats attribués par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'attribution par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 11

Titre :

Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
- les plus récentes estimations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

Exposé :

Aucun projet informatique n'est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 13

Titre :

Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- l'ameublement;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.
- les distributeurs d'eau de source;
- la location et l'entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
- la location et l'entretien de la machine à café;
- la location ou l'achat d'encadrement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Secrétariat à la condition féminine

Veillez noter que les données 2012-2013 couvrent les mois d'avril à novembre inclusivement.

La photocopie : 2012-2013 : 1 869,57 \$

Le mobilier et l'ameublement de bureau : 2012-2013 : 0 \$

Le remboursement des frais de transport d'hébergement et de repas :

2012-2013 : 29 571,98 \$

Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes : 2012-2013 : 0 \$

L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

a) au Québec : 2012-2013 : 4 268,50 \$

b) à l'extérieur du Québec : 2012-2013 : 0 \$

Les distributeurs d'eau de source : 2012-2013 : 0 \$

Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles :

2012-2013 : 848,64 \$

Location et entretien de la machine à café : 2012-2013 : 0 \$

Location ou achat d'encadrement : 2012-2013 : 2 480 \$

Concernant le cabinet ministériel, veuillez référer à la réponse à la question 13 des renseignements généraux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 14

Titre :

Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.
- les coûts de résiliation;
- les ordinateurs portables.

Exposé :

Le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés :

Cellulaires et Blackberry : 10

Les coûts d'acquisition des appareils :

49,99 \$

Le coût d'utilisation des appareils :

Aucun coût assumé par le Secrétariat à la condition féminine, entièrement assumé par la direction des technologies de l'information.

Le nom des fournisseurs :

Rogers
Bell

Le coût des contrats téléphoniques :

Aucun coût assumé par le Secrétariat à la condition féminine, entièrement assumé par la direction des technologies de l'information.

Les ordinateurs portables :

568,59 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2012

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG15

Titre
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions 2013-2014 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
e) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
i) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Les prévisions pour 2013-2014 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année en cours (2012-2013). Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'effectif régulier par rapport à l'effectif régulier total en place soit 21 personnes pour 2012-2013.

La catégorie d'emploi « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	0	0,0	3	14,3	3	14,3
TOTAL	0	0,0	3	14,3	3	14,3

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	1	4,8	5	23,8	6	28,6
35 ans et plus	1	4,8	6	28,6	7	33,3
TOTAL	2	9,5	11	52,4	13	61,9

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Homme	%	Femme	%	Total	%
- de 35 ans	1	4,8	1	4,8	2	9,5
35 ans et plus	0	0,0	3	14,3	3	14,3
TOTAL	1	4,8	4	19,0	5	23,8

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	2	9,5	6	28,6	8	38,1
35 ans et plus	1	4,8	12	57,1	13	61,9
TOTAL	3	14,3	18	85,7	21	100,0

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge

Personnel d'encadrement					
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

Professionnels					
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	1	1
TOTAL	0	0	0	1	1

Fonctionnaires					
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,8
TOTAL	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,8

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Cette donnée pour le Secrétariat à la condition féminine est présentée à la réponse 15c des renseignements généraux du ministère de la Culture et des Communications.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

e) Le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.

Cette donnée pour le Secrétariat à la condition féminine est présentée à la réponse 15e des renseignements généraux du ministère de la Culture et des Communications.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Cette donnée pour le Secrétariat à la condition féminine est présentée à la réponse 15f des renseignements généraux du ministère de la Culture et des Communications.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Regroupement par unité administrative	2012-2013			
	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Bureau de la sous-ministre adjointe	1	1	1	3
Direction de la coordination et de l'administration	1	10	3	14
Direction de la régionalisation	1	2	1	4
Total	3	13	5	21

Région administrative de travail	2012-2013			
	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Capitale-Nationale	3	13	5	21
Total	3	13	5	21

- k) **L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite).**

PÉRIODE	CATÉGORIES D'EMPLOI	TOTAL
Au 30 novembre 2012	Professionnel	5

- l) **Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.**

PÉRIODE	PERSONNEL D'ENCADREMENT	PROFESSIONNELS	FONCTIONNAIRES	TOTAL
Au 30 novembre 2012	0	0	0	0

- m) **Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (Effectif total autorisé).**

Au 1^{er} avril 2012 : 21

La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire de travail n'est pas disponible.

- n) **Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé :

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et les indemnités de retraites qui seront versées**

Catégorie d'emplois	Personnel d'encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Total	1	0	0	1

Source : SAGIP (effectif en place au 30 novembre 2012).

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Le Secrétariat à la condition féminine dénombre 1 départ à la retraite en 2012-2013. Le Ministère a autorisé à remplacer 1 employé.

- c) **Le nombre de départs à la retraite anticipés¹ pour 2013-2014.**

Catégories d'emploi	Prévisions 2013-2014
Personnel d'encadrement	0
Professionnel	1
Fonctionnaire	0
Total	1

Pour 2013-2014, on prévoit 1 départ à la retraite.

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Au cours de l'année 2012-2013, le Secrétariat à la condition féminine n'a pas engagé de retraités de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employés occasionnels.

Données extraites du SAGIP (effectif en place au 30 novembre 2012)

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 4 janvier 2012
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 17

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- le coût de la location;
- le coût de location au mètre carré;
- la superficie totale pour chaque local;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le propriétaire de l'espace loué;
- la durée du bail;
- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2012;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé :

Emplacement	Superficie	Coût	Durée du bail
905, avenue Honoré-Mercier, 3 ^e étage, Québec (Québec)	752,67	154 214,16 \$	3 ans

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 18

Titre :

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2012 à ce jour.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 1^{er} février 2013
COLLABORATION : Unités collaboratrices
VALIDATION : Unité qui a validé les informations, date de validation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique, et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2012;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 20

Titre

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

a) Ministre

Les informations pour la période 2012-2013 sont jointes à la présente :

- Secrétariat à la condition féminine

22 750 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION:

**SUBVENTIONS DISCRETIONNAIRES ALLOUÉES POUR LA
PÉRIODE DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 novembre 2012**

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

RG 20

ORGANISME	DATE	MONTANT
Fondation Filles d'action 24, Mont-Royal Ouest, bur. 601 Montréal (Québec) H2T 2S2	2012-05-12	1 000,00 \$
Prom. des Estriennes pour initier une nouv. équité soc. [P.E.P.I.N.E.S.] 165, rue Moore Sherbrooke (Québec) J1H 1B8	2012-06-06	500,00 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec inc. 474, rue Jean-Neveu Longueuil (Québec) J4G 1N8	2012-05-12	1 500,00 \$
Accès-Travail-Femmes inc. 2240, rue Monpetit, 3e étage Jonquière (Québec) G7X 6A3	2012-05-01	500,00 \$
Festival mondial de musique des Femmes d'ici et d'ailleurs 135-2600, rue Ontario Est, CP 88536 Montréal (Québec) H2K 2K0	2012-05-01	1 000,00 \$
Club Social Féminin de Gaspé inc., Le 1, rue des Fauvettes Gaspé (Québec) G4X 1X1	2012-05-01	250,00 \$
Fondation du Centre des Femmes de Montréal 3585, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2X 2N6	2012-05-01	1 000,00 \$
Fondation Jonction pour Elle case postale 506 Lévis (Québec) G6V 7E2	2012-05-01	500,00 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse Sainte-Foy inc. 2808, chemin des Quatre-Bourgeois Québec (Québec) G1V 1X7	2012-05-01	500,00 \$
Bouée régionale Lac-Mégantic inc., La C.P. 232 Lac-Mégantic (Québec) G6B 2S6	2012-05-01	500,00 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) 52, rue du Pont, Case postale 133 Bouchette (Québec) J0X 1E0	2012-05-12	2 000,00 \$
Femmes Autochtones du Québec inc. Case postale 1989 Business Complex River Road Kahnawake (Québec) J0L 1B0	2012-05-01	1 000,00 \$
Fondation du centre d'aide pour hommes de Lanaudière CAHO 688, boulevard Manseau Joliette (Québec) J6E 3E6	2012-05-01	1 000,00 \$
Org. de Comm. pour l'ouverture et le rapp. interculturel C.O.R. 1716, rue Le Royer Laval (Québec) H7M 2R7	2012-05-21	500,00 \$
Méridienne 1990, La CP 878 Weedon (Québec) J0B 3J0	2012-05-21	500,00 \$
Refuge pour les Femmes de l'Ouest-de-l'Île (West Island Women's Shelter) CP 217 Kirkland (Québec) H9H 0A3	2012-05-21	750,00 \$

SOURCE: SERVICE DE LA COMPTABILITÉ ET DES CONTRÔLES FINANCIERS

**SUBVENTIONS DISCRETIONNAIRES ALLOUÉES POUR LA
PÉRIODE DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 novembre 2012**

SECRETARIAT A LA CONDITION FÉMININE

RG 20

ORGANISME	DATE	MONTANT
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc. C.P. 27543, Succursale Pont-Viau Laval (Québec) H7G 4Y2	2012-05-21	500,00 \$
Havre des femmes, Le C.P. 2008 L'Islet (Québec) G0R 2B0	2012-06-06	250,00 \$
Groupe Cheikha inc. 1206, rue Albert-Lozeau Québec (Québec) G1T1H2	2012-05-12	250,00 \$
Femmessor-Montréal 533, rue Ontario Est, bureau 202 Montréal (Québec) H2L 1N8	2012-07-03	750,00 \$
Sensibilisation au Cancer du Sein Montréal [BCAM] 5890, avenue Monkland, bureau 201 Montréal (Québec) H4A 1G2	2012-07-03	500,00 \$
Le Flambeau d'entraide Urumuli 1061, Place de la Colombière, app. 1 Montréal (Québec) H2M 1B8	2012-07-10	400,00 \$
Alliance des femmes handicapées du Québec 7360, avenue de Gaspé, # 2 Montréal (Québec) H2R 1Z8	2012-10-15	600,00 \$
Fondation La rue des Femmes 1050, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2Z 1L7	2012-10-23	1 500,00 \$
Histoires de gourmands 3-13933, rue Victoria Montréal (Québec) H1A 1N5	2012-10-23	1 000,00 \$
Centre Femmes aux Plurielles 62, rue de la Grève La Malbaie (Québec) G5A 2R3	2012-10-30	2 000,00 \$
Maison pour femmes immigrantes CP 9846 Québec (Québec) G1V 4C3	2012-11-05	500,00 \$
Maison secours aux femmes de Montréal inc. Case postale 22150, succursale Saint-Marc Montréal (Québec) H1Y 3K8	2012-11-05	500,00 \$
Simone Adam 1124, des Braves Québec (Québec) G1S 3C8	2012-11-07	500,00 \$
Laurence Dubé 1455, Maréchal-Foch Québec (Québec) G1S 2C5	2012-11-07	500,00 \$

TOTAL

22 750,00 \$

SOURCE: SERVICE DE LA COMPTABILITÉ ET DES CONTRÔLES FINANCIERS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 21

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- les prévisions pour 2013-2014.

Exposé :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 4 janvier 2012
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 22

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 23

Titre :

Nombre de fonctionnaires ou de ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 24

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé :

Le Secrétariat à la condition féminine ne compte aucun membre du personnel hors structure.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 4 janvier 2012
COLLABORATION : Unités collaboratrices
VALIDATION : Unité qui a validé les informations, date de validation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 25

Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé :

Le Secrétariat à la condition féminine ne rémunère aucun effectif affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 4 janvier 2012

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG 26

Titre :

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.;
- sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.).

Exposé :

Total pour l'année 2012-2013

689,68 \$

Ce montant comprend seulement des abonnements à des revues et journaux. Il est à noter que nous n'avons pas de dépenses liées aux billets de saison, ni de participation à des clubs privés.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 7 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 27

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- la fréquence moyenne de mise à jour.

Exposé :

Site du Secrétariat à la condition féminine

(www.scf.gouv.qc.ca)

La version actuelle du site a été mise en ligne en 2007 à la suite du transfert du Secrétariat à la condition féminine au Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Le site a été développé par le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en collaboration avec DMR.

Coût de construction du site actuel

Nul pour 2012-2013. Les améliorations sont réalisées à l'interne.

Coût de l'entretien et de la mise à jour

Nul pour 2012-2013. L'entretien est réalisé à l'interne.

Par contre, un montant total de 1 080 \$ a été versé à un fournisseur privé pour l'année financière 2012-2013 pour l'analyse statistique de l'achalandage.

Responsable du contenu du site

Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Fréquence moyenne de mise à jour

La fréquence des mises à jour est hebdomadaire.

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Créé par le Ministère du Conseil exécutif, le site a été refait en 2007 par le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Site agressions sexuelles

(www.agressionssexuelles.gouv.qc.ca/)

Le site a été créé en 2009 dans le cadre des campagnes de sensibilisation contre les agressions sexuelles.

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Le site a été développé par Cossette Communications.

Coût de construction du site actuel

Aucun coût en 2012-2013

Coût de l'entretien et de la mise à jour

Nul.

Responsable du contenu du site

Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Fréquence moyenne de mise à jour

Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Il s'agit de la première version du site Internet.

Site Je signe en ligne

(www.jesigneenligne.com/)

Le site a été créé en 2010 pour la promotion de la Charte pour une image corporelle saine et diversifiée

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Le site a été développé par Cossette Communications.

Coût de construction du site actuel

Nul pour 2012-2013. Les améliorations sont réalisées à l'interne.

Coût de l'entretien et de la mise à jour

Nul pour 2012-2013. L'entretien est réalisé à l'interne.

Responsable du contenu du site

Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Fréquence moyenne de mise à jour

Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Il s'agit de la première version du site Internet.

<p>Site Violence conjugale (www.violenceconjugale.gouv.qc.ca/)</p> <p>Le site a été créé en 2008 dans le cadre des campagnes de sensibilisation à la violence conjugale.</p>
<p>Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel Le site a été développé par Cossette Communications.</p>
<p>Coût de construction du site actuel Nul pour 2012-2013. Les améliorations sont réalisées à l'interne.</p>
<p>Coût de l'entretien et de la mise à jour Nul pour 2012-2013. L'entretien est réalisé à l'interne.</p>
<p>Responsable du contenu du site Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.</p>
<p>Fréquence moyenne de mise à jour Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.</p>
<p>Combien de fois le site a-t-il été refait? Il s'agit de la première version du site Internet. Des modifications ont été apportées en 2009 dans le cadre des campagnes de sensibilisation à la violence conjugale.</p>

SOURCE : Direction des communications du ministère de la Culture et des Communications
Secrétariat à la condition féminine, 4 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 28

• **Titre :**

Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Exposé et statistiques

Il n'y a pas eu de nomination au Secrétariat à la condition féminine depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 29

Titre :

Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé :

Aucune dépense effectuée dans le cadre de visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 30

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :

- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- le nombre total de demandes reçues;
- le nombre total de demandes rejetées;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 4 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 31

Titre :

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 32

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 7 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 33

Titre :

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 7 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 34

Titre :

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

Exposé et statistiques :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 7 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 35

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 7 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 36

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine n'a reçu aucune somme du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 7 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 37

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information est présentée en annexe.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Ententes signées avec les conférences régionales des élus dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »
Secrétariat à la condition féminine
2012 - 2013

RG 37

Type d'entente Note	Client-partenaire	Objet	Versé (\$) 2012-2013
Entente spécifique	Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	35 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	54 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	59 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Mauricie	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	46 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de l'Estrie	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	33 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de Montréal	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	102 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de l'Outaouais	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	51 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	40 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	46 000
Entente administrative	Administration régionale Crie	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	18 000
Entente administrative	Administration régionale Kativik	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	42 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Baie-James	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	42 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	30 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	37 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de Laval	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	29 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de Lanaudière	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	40 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus des Laurentides	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité	52 000

Ententes signées avec les conférences régionales des élus dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »
Secrétariat à la condition féminine
2012 - 2013

RG 37

Type d'entente Note	Client-partenaire	Objet	Versé (\$) 2012-2013
Entente administrative	Conférence régionale des élus de Longueuil	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes	29 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus Montérégie Est	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes	48 000

Ententes signées avec les conférences régionales des élus dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »
Secrétariat à la condition féminine
2012 - 2013

RG 37

Type d'entente Note	Client-partenaire	Objet	Versé (\$) 2012-2013
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes	38 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes	29 000

Note : Depuis 2004, trois enveloppes budgétaires ont été allouées : une pour des ententes triennales 2007-2010, une pour des ententes annuelles 2010-2011 et une pour des ententes quadriennales 2011-2015.

Sous-total des ententes en condition féminine			900 000
--	--	--	----------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 30 novembre 2012, aucun boni au rendement exceptionnel ou prime n'a été versé pour l'année financière 2012-2013.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 39

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée par le Secrétariat à la condition féminine en 2012-2013.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 8 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 40

Titre :

Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun cadre, dirigeant de la fonction publique incluant les sous-ministres, n'a reçu un salaire du Secrétariat à la condition féminine sans qu'une fonction ou tâche ne leur soit assignée.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 41

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Veillez référer à la question 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 8 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 42

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- **la ou les dates des travaux;**
- **les coûts;**
- **le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Secrétariat à la condition féminine n'a effectué aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autres travaux dans les espaces occupés.

Veillez référer à la réponse de la question 42 des renseignements généraux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en ce qui a trait au cabinet ministériel, les bureaux de circonscription de la ministre et la direction générale du ministère.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 43

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 8 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 44

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires), le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez référer aux réponses des questions 15c et 15f des renseignements généraux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 45

Titre :

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez référer à la réponse de la question 45 des renseignements généraux du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 46

Titre :

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 21 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 47

Titre :

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 8 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **généraux**
de l'opposition adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Condition féminine

Conseil du statut de la femme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
1.	La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.
2.	L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site Internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;- les coûts reliés aux photos officielles et tout autre coût le cas échéant.
3.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission;- les personnes rencontrées;- le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;- la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;- les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;- la copie des rapports de mission;- les investissements annoncés, le cas échéant.
4.	Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes : <ul style="list-style-type: none">- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;- les coûts ventilés;- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
5.	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : <ul style="list-style-type: none">- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;- le nom des firmes de publicité retenues;- le nom des fournisseurs;- le mode d'octroi de chaque contrat;- le but visé par chaque dépense;- pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
6.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <ul style="list-style-type: none">- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;- le but visé par chaque dépense;- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments, la date, le mode d'octroi;- le nombre d'événements ventilé par type d'événement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
7.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisées par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;- le but visé par chaque dépense. <p><u>Organisées par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;- le nom de la ou des firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs;- le but visé par chaque dépense.
8.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le détail des travaux ou services effectués (but visé);- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;- l'échéancier;- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
9.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nombre d'autorisations;- le nom du professionnel ou de la firme touché;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le montant accordé;- les motifs de la demande;- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>
12.	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- l'échéancier initial (et revu, s'il y a lieu);- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;- les plus récentes estimations du coût du projet;- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"> - projet; - les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.
13.	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - le mobilier de bureau; - l'ameublement; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec; - les distributeurs d'eau de source; - location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles; - location et entretien de la machine à café; - location ou achat d'encadrement.
14.	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés; - le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres); - le nombre de téléavertisseurs utilisés; - les coûts d'acquisition des appareils; - le coût d'utilisation des appareils; - le nom des fournisseurs; - le coût des contrats téléphoniques; - le nombre de minutes utilisées; - les coûts de résiliation; - les ordinateurs portables.
15.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), 35 ans et plus; b. le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), 35 ans et moins; c. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d. le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée; e. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; f. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g. le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée; h. le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; <p>le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	réseaux de la santé ou de l'éducation;
	i. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
	j. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
	k. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
	l. le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);
	m. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
16.	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : a. nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et les indemnités de retraites qui seront versées; b. nombre de remplacements effectué en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c. nombre de départs à la retraite prévu pour 2013-2014 et 2014-2015 et les indemnités de retraites qui seront versées; d. nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagé pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : - l'emplacement de la location; - le coût de la location; - le coût de location au mètre carré; - la superficie totale pour chaque local; - la superficie totale réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le propriétaire de l'espace loué; - la durée du bail; - les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2012; - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2012 à ce jour.
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la prime de départ versée, le cas échéant; - le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; - la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1 ^{er} avril 2012; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
20.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concerné; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
21.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de mise en disponibilité; - les prévisions pour 2013-2014.
22.	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.</p>
23.	<p>Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.</p>
24.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
26.	<p>Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres; - les billets de saison, les loges; - aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.; - sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.).
27.	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du site Web; - le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; - les coûts de construction du site; - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); - la fréquence moyenne de mise à jour.
28.	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none">- la liste;- les mandats;- les contrats octroyés pour chaque mandat;- le résultat du travail effectué;- les échéances prévues;- les sommes impliquées.
29.	Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;- le nombre total de demandes reçues;- le nombre total de demandes rejetées;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : <ul style="list-style-type: none">- le coût (déplacements, etc.);- le nombre de ressources affectées;- le nombre de rencontres;- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32.	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
33.	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.
34.	Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.
35.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.
36.	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37.	Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- la nature de l'entente;- les sommes associées;- la ou les dates de versement;- la façon dont ces sommes sont dépensées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

4

#	Demandes de renseignements généraux
38.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le montant total des primes au rendement et des bonis.
39.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
40.	<p>Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?</p> <ul style="list-style-type: none">- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne.- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013, en indiquant pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le détail des travaux ou services effectués (but visé);- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;- l'échéancier;- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
42.	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- la ou les dates des travaux;- les coûts;- le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
43.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none">- la masse salariale.
44.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le taux d'absentéisme.
45.	<p>Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.</p>
46.	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :</p> <ul style="list-style-type: none">- la retraite;- la démission;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none">- la révocation pour incompétence;- la révocation pour incapacité;- la fin d'emploi;- le décès;- la mise à pied;- la destitution;- toute autre raison.
47.	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #1 - CSF

• Titre :

La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :

- entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux déposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

Exposé et statistiques

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #2-CSF

• Titre :

L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :

- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);
- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information
- les coûts reliés aux photos officielles; et
- tout autre coût le cas échéant.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #3 - CSF

- Titre :
- Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :
- les endroits, dates du départ et du retour;
 - copie des programmes et rapports de voyage ou mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;
 - les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;
 - la copie des rapports de mission;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012

Endroits	Dates	Titre de la mission	Personnes rencontrées	Montant	Nom
Winnipeg	11-12-13 mai 2012	Animation d'ateliers sur l'égalité des sexes auprès de groupe de jeunes.	Association Jeunesse – section francophone	0.00 \$	Mireille Gagnon, agente de recherche
Alberta	10 au 14 septembre 2012	Rencontrer des acteurs du milieu de la construction pour discuter de la place des femmes dans ces métiers.	Jane Cooper et son équipe du YWCA Calgary, Lynn Harder de COAA, Judy Lynn Archer, Ryan Timmermans, Carla Corbett, Darlene Bouwsema	3 564.00 \$	Julie Miville-Dechêne, présidente Marie-Andrée Lefebvre, adjointe
Ottawa	14 au 16 octobre 2012	Assemblée de la Coalition des conseils territoriaux et provinciaux canadiens en condition féminine.	Linda Ross, présidente et les autres membres de la Coalition	941.00 \$	Marie-Andrée Lefebvre, adjointe
Sénégal	17 au 30 novembre 2012	Partenariat entre Uniterra et le CSF dans le but de renforcer les capacités des coalitions pour les droits des femmes.	Mouhamadou Leye, directeur CECI	0.00 \$	Nathalie Bissonnette, rédactrice en chef

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #4 - CSF

• **Titre :**

Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :

- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #5 - CSF

• **Titre :**

Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom des firmes de publicité retenues;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques

DCOM

Dépenses en publicité pour 2012-2013 : **0 \$**

Coût total et ventilé des communiqués de presse : **252 \$**

Avis La prostitution, il est temps d'agir

Diffusion de l'avis de convocation par CNW : 150 \$

Diffusion du communiqué de presse par CNW : 39 \$

Avis Les femmes et le plan Nord : pour un développement nordique égalitaire

Diffusion du communiqué de presse par CNW : 63 \$

SOURCE :

**Direction des communications du ministère de la Culture
et des Communications, 22 janvier 2013**

VALIDATION :

Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #6 - CSF

• **Titre :**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et ou suppléments; la date; le mode d'octroi.
- PLQ : le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Exposé et statistiques

Dépenses totales pour 2012-2013 : 915 \$

Conférence de presse

À l'occasion d'une conférence de presse tenue le 31 mai 2012, le Conseil du statut de la femme a rendu public un avis intitulé *La prostitution : il est temps d'agir*.

Coût de l'activité

Réservation de la salle :	380 \$
Affiche de type roll-up :	390 \$
Info pour médias sur support USB :	145 \$

SOURCE :

**Direction des communications du ministère de la Culture
et des Communications, 22 janvier 2013**

VALIDATION :

Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #7 - CSF

• Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de formation;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

Exposé et statistiques

Les sommes dépensées depuis 1^{er} avril 2012 : 3162,50 \$

CIAO Technologies

Formation inDesign pour 6 employés
Formation sur la mise en accessibilité des documents destinés à être publiés sur le Web
et visant les internautes qui souffrent d'incapacités
Contrat gré à gré
Montant : 3000 \$

Michèle Tellier

Formation sur le logiciel Photoshop (calques et ajustements des couleurs, vecteurs et
masques, outils) pour 2 employées
Contrat gré à gré
Montant : 162,50 \$

SOURCE : **Direction des communications du ministère de la Culture et des
Communications, 22 janvier 2013**
VALIDATION : **Présidente, 23 janvier 2013**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #8 - CSF

• Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques

Liste des contrats de moins de 25 000,00 \$ du 1^{er} avril au 30 novembre 2012

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Agence QMI	Photographie pour l'article Femmes de grève.	250\$
Ali-Diabacte, Mariama	Fournir support professionnel au chercheur pour l'avis sur la représentation des femmes dans le milieu de la construction.	6 000\$
Anglocom inc.	Fournir service de traduction pour l'avis sur la prostitution.	2 052\$
Beauchamp, Colette	Participation à la capsule vidéo Regard de femme dans l'information.	75\$
Bellerose, Patrick	Rédaction d'articles pour le Webzine.	600\$
Bergeron, Ghyslain	Service de photographie pour la Gazette des femmes	45\$
Bergeron, Nathalie	Service de photographie pour la Gazette des femmes	300\$
Bla Bla rédaction	Révision linguistique.	660\$
Boismenu, Lise	Traduction d'un document pour le Webzine.	181\$
Bordeleau, Paul	Conception d'une illustration pour la Gazette des femmes.	600\$
Boudreau, Iris	Conception d'une illustration pour la Gazette des femmes.	175\$
Brunet, Catherine	Participation à la capsule vidéo Le sexisme dans les médias et les publicités.	1 000\$
Cérim	Service de programme d'aide aux employés.	2 385\$
Chagnon, Véronique	Rédaction d'articles pour le Webzine.	1 538\$
Champagne, Marjorie	Réalisation d'une capsule vidéo sur la planification des naissances pour la Gazette des femmes.	3 400\$
Clermont-Dion, Léa	Rédaction et photographies pour le Webzine.	750\$
Club de Presse Blitz inc.	Abonnement au répertoire des médias du Canada.	500\$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
CNW Telbec	Service de télécopie et diffusion sur internet.	1 223\$
Communication Demo inc.	Abonnement à la revue de presse électronique.	8 289\$
Copies de la Capitale inc.	Service d'impression.	755\$
Copiexpress enr.	Service d'impression.	1 428\$
Daoust, Pierre-Luc	Service de photographie pour la Gazette des femmes.	250\$
Distribution Michel Mimeault	Plan d'entretien annuel du refroidisseur d'eau au bureau de Saguenay.	100\$
Dumais, Hélène	Révision linguistique de la planification 2013-2017 de l'avis sur le Plan Nord.	1 355\$
Durand, Monique	Rédaction d'articles pour le Webzine.	1 250\$
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles pour le Webzine.	1 050\$
Espace projet	Location d'un emplacement pour un tournage vidéo.	400\$
Euromart	Service d'entretien et aménagement de bureau.	4 150\$
Faradji, Hélène	Rédaction d'articles pour la Gazette des femmes.	900\$
Fimbry, Myriam	Rédaction d'articles pour la Gazette des femmes.	1 200\$
Folia Design inc.	Entretien des plantes.	790\$
Fortin, Claude	Reportage et rédaction d'un article pour la Gazette des femmes.	600\$
Galarneau, France	Révision linguistique du répertoire des prises de position du CSF.	1 980\$
Gedah, Yolande	Recherche de l'avis sur les crimes d'honneur.	5 000\$
Gervais, Lisa-Marie	Rédaction d'articles pour le Webzine.	750\$
Huon, Patricia	Rédaction d'articles pour la Gazette des femmes.	1 275\$
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression des avis sur la prostitution et les femmes et le Plan Nord.	6 067\$
Iron mountain Canada	Service de récupération et destruction de papier.	426\$
K2 Impressions inc.	Impression des brochures sur la prostitution.	3 615\$
Kovacevic, Nebojsa	Réalisation d'une capsule vidéo portant sur l'univers du cheerleading.	200\$
Cindy (confidentiel)	Participation au lancement de l'avis sur la prostitution.	250\$
Lachance, Marie	Rédaction d'articles pour la Gazette des femmes.	3 300\$
Lehmann, Aurore	Rédaction d'articles pour le Webzine.	600\$
Look at Sciences	Photographies pour l'article sur l'allaitement.	140\$
Marcotte, Sophie	Édition, révision et correction des articles pour le Webzine.	5 650\$
Mazataud, Valerian	Rédaction d'articles pour le Webzine.	975\$
Mercier, François	Rédaction d'articles pour le Webzine.	1 000\$
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles pour le Webzine.	825\$
Morency, Catherine	Rédaction d'articles pour le Webzine.	2 000\$
Navarro, Pascale	Rédaction d'articles pour le Webzine.	2 250\$
Pelletier, Élise	Responsable de la gestion du centre de documentation.	1 260\$
Pontbriand, Marie-Maude	Entrevue avec Colette Beauchamp.	500\$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Productions du Rapide-Blanc	Réalisation d'un montage d'extraits du film l'Imposture.	500\$
Provost, Katherine	Rédaction d'articles pour le Webzine.	70\$
Riendeau, Jocelyn	Photographie de Renée Joyal	50\$
Schmouker, Oliver	Rédaction d'articles pour le Webzine.	2 700\$
Schnyder, Anne-Christine	Rédaction d'articles pour le Webzine.	750\$
Simard, Audrey	Rédaction d'articles pour le Webzine.	263\$
St-Laurent, Marie-Claude	Rédaction d'articles pour le Webzine.	1 000\$
Technologie Umbrella	Surveillance de l'infrastructure technologique du CSF et migration des serveurs du CSF vers VMware.	3 750\$
Tellier, Michèle	Conception de graphique pour le Webzine et formation Photoshop.	620\$
Théâtre Périscope	Location d'un foyer pour un tournage.	205\$
Nancy (confidentiel)	Participation au lancement de l'avis sur la prostitution.	250\$
Vachon, Nicola-Frank	Photographie de Mme Julie Miville-Dechêne	400\$
Verville, Marie-Hélène	Rédaction d'articles pour le Webzine.	900\$
Villeneuve, Pierre-Yves	Révision d'articles pour le Webzine.	150\$
Williams, Andréane	Rédaction d'articles pour le Webzine.	2 700\$
Willmot, Rod	Traduction d'articles pour la Gazette des femmes.	4 676\$
Total :		101 298 \$

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #9 - CSF

• Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de *la Loi sur les contrats des organismes publics* en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme n'a pas octroyé de contrats en vertu de *l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics*.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #10 - CSF

• **Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #11 - CSF

• Titre :

Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #12 - CSF

• Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatique initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial;
- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
- les plus récentes estimations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet(incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme n'a pas initié de projet de développement informatique en 2012-2013.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #13 - CSF

• Titre :

Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- l'ameublement;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec;
- les distributeurs d'eau de source;
- location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
- location et entretien de la machine à café;
- location ou achat d'encadrement.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, les dépenses du Conseil du statut de la femme sont :

- | | |
|--|--------------|
| • la photocopie: | 6 207.93\$\$ |
| • le mobilier de bureau : | 1 961.65\$ |
| • le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas : | 74 487.54\$ |
| • l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : | |
| a) au Québec | 8 085.18\$ |
| b) à l'extérieur du Québec | 440.90\$ |
| • Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles : | 1 052.64\$ |

SOURCE : Services administratifs, 10 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #14 - CSF

• Titre :

Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013 de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées;
- les coûts de résiliation;
- les ordinateurs portables.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, les dépenses du Conseil du statut de la femme sont :

- le nombre de téléphones cellulaires et autres types de téléphones intelligents utilisés : 18
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) et ordinateurs portables : 19
- le coût d'acquisition des appareils : 1 750.87 \$
- le coût d'utilisation des appareils : 4 848.34 \$
- le nom des fournisseurs :
 - Bell
 - Rogers
 - Télus
- le coût des contrats téléphoniques : 4 614.60\$
- les coûts de résiliation : 0.00 \$

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #15 - CSF

• Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et plus**;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et moins**;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre total et la ventilation du nombre de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plainte pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personne de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et région);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Exposé et statistiques

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et plus;**
- b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et moins;**

Exercice financier 2012 – 2013*								
Catégorie d'emploi	F	M	H	A	Autoc	CC	- de 35 ans	+ de 35 ans
Hors cadres et cadres	5							5
Professionnelles	18	4				1	4	18
Fonctionnaires	17	3	1				2	18
	Total : 47						Total : 47	

F : Personnel féminin
M : Personnel masculin
H : Personnel handicapé
A : Personnel anglophone
Autoc : Personnel autochtone
CC : Personnel de communautés culturelles (inclus dans le bloc F et M)
* : **Personnel régulier au 30 novembre 2012 : incluant un cadre conseil, une fonctionnaire en congé sans traitement et une professionnelle en traitement différé.**

- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel : 290
- d) Le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

- e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires :

Mois	Effectuées	Compensées	Payées
Avril	81,75	48,75	33,00
Mai	160,00	101,25	58,75
Juin	46,00	10,50	35,50
Juillet	5,00	5,00	
Août	8,00	8,00	
Septembre	116,75	116,75	
Octobre	60,58	33,58	27,00
Novembre	27,58	27,58	
TOTAL	505,66	351,41	154,25

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel : 718

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
49	73	41,5	180,5	280	48	28	18

g) Le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

h) Le nombre de plainte pour harcèlement psychologique :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personne de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions) :

	Hors cadre et cadres	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	5	13	13	4	35
Montréal		4		1	5
Chicoutimi		3		2	5
Rouyn-Noranda		2			2
Total	5	22	13	7	47

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir : 3

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie : 1

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et région) :

	Hors cadre et cadre	Professionnels (les)	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	4	10	10	4	28
Montréal		4		1	5
Autres régions		6		4	10
Total	4	20	10	9	43

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #16 - CSF

- Titre :

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par directions :

- a) Le nombre de départs à la retraites en 2012-2013 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques

- a) Le nombre de départs à la retraites en 2012-2013 et les indemnités de retraite qui seront versées : 3
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 2
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 et les indemnités de retraite qui seront versées :
 - 2013-2014 : 2
 - 2014-2015 : 3
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #17 - CSF

- Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- le coût de la location;
- le coût de location au mètre carré;
- la superficie totale pour chaque local;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le propriétaire de l'espace loué;
- la durée du bail;
- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2012;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012

- l'emplacement de la location, la superficie du local loué,
le coût total de ladite location : voir pièce jointe
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2012 : 14 878\$
- la durée du bail : Les baux sont renouvelable annuellement.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

Entente	No	Immeuble Adresse	Date		Projet	Sup. locat. (M.C.)	Loyer mensuel				Loyer 2012-2013	Détail des aménagements			Direction Immobilière	
			Début	Fin			Espace	Expi. spéc.	Frais gest.	Aménag.		Total	Début	Fin		Loyer mens.
04352-13	01700	170, Rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau (V)	2012-04-01		229750	14,89	281,92	0,00	7,88	0,00	286,80	3 597,60				Dir. imm. Outaouais
07051-11	04853	227, Rue Racine Est, Chicoutimi	2012-04-01		229750	87,36	1 403,87	0,00	37,90	0,00	1 441,77	17 301,24				Dir. imm. Saguenay-Lac-St-Jean, Côte-N.
07624-10	05298	255, Rue Principale, Rouyn-Noranda (V)	2012-04-01		229750	73,40	1 002,28	0,00	27,06	0,00	1 029,34	12 352,08				Dir. imm. Abitibi-Témiscamingue, N-du-Qc
09325-08	09799	800, Rue d'Youville, Québec (V)	2012-04-01		229750	1 079,91	22 099,14	0,00	596,68	0,00	22 695,82	272 349,84				Dir. imm. Centre-ville de Québec
09705-04	05881	500, Boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	2012-04-01		228750	204,01	5 834,86	0,00	157,54	0,00	5 992,40	71 908,80				Dir. imm. Ouest de Montréal et Suroît
						<u>1 459,57</u>					<u>377 509,56</u>					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #18 - CSF

- Titre :

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2012 à ce jour.

Exposé et statistiques

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #19 - CSF

• Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2012;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;

s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 9 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #20 - CSF

• Titre :

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre ou de l'organisme, en indiquant :

- Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- La circonscription électorale;
- Le montant attribué;
- Le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;
- La date de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme ne dispose d'aucun budget discrétionnaire.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #21 - CSF

• Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc) en indiquant :

- Le poste initial;
- Le salaire;
- Le poste actuel, s'il y a lieu;
- La date de la mise en disponibilité;
- Les prévisions 2013-2014

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #22 - CSF

• Titre :

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012

Exposé et statistiques

La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #23 - CSF

• Titre :

Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme n'a pas de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord.

SOURCE : Services administratifs, 9 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #24 - CSF

• **Titre :**

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #25 - CSF

• Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #26 - CSF

• Titre :

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.;
- sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Exposé et statistiques

Les sommes dépensées depuis 1^{er} avril 2012 : **10 873,69 \$**

Services d'information sur le thème de la condition féminine

Revue de presse numérisée écrites (Communication Demo)	5 406,63 \$
Revue de presse électronique (Communication Demo)	3 913,71 \$
Fil de presse (CNW Telbec et Catapulte Communication)	1 053,35 \$
Club de presse Blitz	500,00 \$

Journaux – Magazines – Périodiques

Montant global : 6 620 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #27 - CSF

• **Titre :**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- les coûts de modernisation ou de refonte;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de hits);
- la fréquence de mise à jour.

1. Site Web (www.placealegalite.gouv.qc.ca)

En ligne depuis février 2010, le site Web actuel du Conseil du statut de la femme (CSF) regroupe, en un seul et unique portail, les trois anciens sites Web du Conseil : CSF, Égalité Jeunesse et *Gazette des femmes*. Complétée à l'hiver 2009, la phase 1 (diagnostic et analyse des besoins) a été réalisée à l'interne, tandis que les phases 2 (conception et réalisation) et 3 (adaptation des gabarits et intégration des contenus et des couleurs) ont été réalisées en 2009-2010 par la firme iXmédia. Des travaux de rodage avaient ensuite permis d'assurer la consolidation du nouveau site. Le précédent site Web du CSF avait été conçu par le personnel du CSF en 2002.

L'entretien et les mises à jour du site sont effectués par le personnel du CSF. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications du CSF (DCOM), qui est appuyée par le Service administratif pour en assurer la maintenance. Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les types d'informations et de documents à publier, la fréquence est soit quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle), et ce, pour le site Web du Conseil, son intranet et le webzine *Gazette des femmes*.

Le personnel du Conseil effectue par ailleurs de manière constante divers travaux d'amélioration et de bonification de son site Web dans le but d'en assurer le dynamisme. En 2011-2012, le Conseil a notamment procédé à une refonte complète de ses pages Web régionales, à l'ajout de modalités de recherches performantes à son Centre de presse, à quelques modifications de sa page d'accueil et au retrait de la section « *Gazette des femmes* » lors du lancement du webzine *Gazette des femmes* en novembre 2011. Un lien en page d'accueil permet cependant toujours d'accéder directement à l'ensemble du webzine ou plus spécifiquement à certains articles-vedettes. Le Conseil a également innové en novembre 2011 avec la mise en ligne sur son site Web du blogue de la présidente, une tribune virtuelle et interactive qui vise à prendre le pouls de la population sur les enjeux qui touchent les femmes. L'ensemble de ces travaux a été réalisé à l'interne.

En excluant le nombre de visites sur le webzine *Gazette des femmes* (61 932) et le blogue de la présidente (3 174) depuis le 1^{er} avril 2012, le site Web du Conseil du statut de la femme a reçu en 2012-2013 (au 30 novembre 2012 inclusivement) un total de 26 449 visites, soit une moyenne de **3 306** visites par mois. Ces chiffres ne tiennent pas compte de la fréquentation approximative à pareille date des réseaux sociaux sur lesquels le Conseil est actif (Twitter : **530** abonnés, YouTube : **600** vidéos vues). Mentionnons également que **3 700** suivaient la présidente à cette date sur son compte Twitter.

2. Webzine *Gazette des femmes* (www.gazettedesfemmes.ca)

Dans la foulée du plan de transition de la *Gazette des femmes* vers une version électronique uniquement, des travaux de conception d'un webzine ont débuté en novembre 2010. À la suite d'un appel d'offres sur invitation, la 1^{re} phase (conception et architecture de l'information et design graphique) a été confiée à la consultante en communications interactives Marie-Jacques Rouleau. La 2^e phase de développement, visant l'intégration dans le logiciel WordPress du thème graphique développé à la phase 1 ainsi que d'une partie des articles publiés dans la *Gazette des femmes*, a été complétée en novembre 2011. L'indexation de tous les articles publiés de 1990 à aujourd'hui s'est terminée en janvier 2012, des travaux qui se sont chiffrés à 7 350 \$. Les coûts de conception du webzine ont été de 11 960 \$ pour les phases 1 et 2, dont 4 260 \$ ont été payés en 2011-2012. Les coûts d'implantation s'élèvent quant à eux à 7 555 \$.

En décembre 2012, des travaux de conceptualisation ont débuté afin d'adapter l'affichage et la navigation du webzine pour les différents types de tablettes et téléphones intelligents. La recherche, le design graphique et ergonomique et le contrôle de la qualité ont été confiés à la consultante Marie-Jacques Rouleau, tandis que les travaux d'intégration seront réalisés par le personnel du Conseil d'ici le printemps 2013. Les coûts des travaux de conceptualisation et de design du webzine adaptatif se chiffrent à 5 520 \$.

Les travaux de conception, de développement et de mise en œuvre du webzine sont sous la responsabilité de la DCOM. Son entretien et sa mise à jour sont effectués par le personnel du Conseil. La fréquence moyenne de mise à jour varie selon les rubriques : hebdomadaire, mensuelle ou bimestrielle.

Décembre 2011 a marqué la fin de l'édition imprimée de la revue. Le webzine *Gazette des femmes* a été lancé officiellement le 16 novembre 2011 et fait, depuis, l'objet de travaux d'optimisation de la section Archives du webzine.

Depuis sa mise en ligne jusqu'au **30 novembre 2012** inclusivement, le webzine *Gazette des femmes* a reçu un total de **95 374 visites**, soit une moyenne de **11 922 visites par mois**. À cette fréquentation s'ajoutent, pour la même période, l'activité du webzine sur Facebook (**1 600 sympathisants**) et Twitter (**1 500 abonnés**), les **20 500 internautes** ayant vue sur YouTube ainsi que les **6 025 abonnés** à son infolettre.

SOURCE :

**Direction des communications du ministère de la Culture
et des Communications, 22 janvier 2013**

VALIDATION :

Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #28 - CSF

• Titre :

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Exposé et statistiques

Aucun.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #29 - CSF

• Titre :

Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 9 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #30 - CSF

• Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :

- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- le nombre total de demandes reçues;
- le nombre total de demandes rejetées;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques

Aucune demande d'accès à l'information n'a été reçue au Conseil de statut de la femme en 2012-2013.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'analyse, 9 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #31 - CSF

• Titre :

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'analyse, 9 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #32 - CSF

• Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'analyse, 9 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #33 - CSF

• Titre :

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'analyse, 9 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #34 - CSF

• Titre :

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme n'offre aucun service direct aux citoyens.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'analyse, 9 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #35 - CSF

• Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #36 - CSF

• **Titre :**

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme ne reçoit pas de transfert du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #37 - CSF

• Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant: la nature de l'entente, les sommes associées; la date ou les dates de versement la façon dont ces sommes sont dépensées.

Exposé et statistiques

Le Conseil du statut de la femme n'a signé aucune entente avec des Conférences régionales des élus en 2012-2013.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #38 - CSF

• **Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis;

Exposé et statistiques

2012-2013 :

Les données ne sont pas disponibles. Les bonis ne sont pas encore distribués pour l'année 2012-2013.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #39 - CSF

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2013

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #40 - CSF

• Titre :

Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne

Exposé et statistiques

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #41 - CSF

• Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques

Ne s'applique au Conseil du statut de la femme

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #42 - CSF

• Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- la ou les dates des travaux;
- les coûts;
- le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques

Ne s'applique au Conseil du statut de la femme.

SOURCE : Services administratifs, 11 janvier 2012

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #43 - CSF

• Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #44 - CSF

• **Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques

Veillez référer aux questions 15 c) et 15 f).

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #45 - CSF

- Titre :

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #46 - CSF

- Titre :

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départ au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

SOURCE : Services administratifs, 22 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG #47 - CSF

• **Titre :**

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Services administratifs, 8 janvier 2012
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013